

14.1.2016. Sortie de crise en Catalogne.

In extremis, à quelques heures près et au bout de plus de trois mois de négociations acharnées, alors que la rupture semblait consommée, la majorité indépendantiste catalane a réussi à trouver un accord de gouvernement samedi 9 janvier à 19 heures. Faute d'un accord avant minuit, de nouvelles élections auraient été organisées. La Generalitat convoquée aussitôt, s'est réunie le dimanche 10 janvier et a investi Carles Puigdemont, maire de Girona et homme de confiance du Président sortant Artur Mas, comme nouveau Président.

Les élections avaient eu lieu le 27 septembre, et les délais légaux pour investir un nouvel Exécutif allait jusqu'au 9 janvier à minuit. Au delà, faute de pouvoir convoquer les élus pour élire un nouveau Président, de nouvelles élections auraient été organisées pour le mois de mars.

Cette crise faisait courir le risque de compromettre la majorité indépendantiste sortie des urnes le 27 septembre dernier, 62 sièges pour la coalition Junts pel Sí regroupant Convergència Democràtica de Catalunya et Esquerra Republicana de Catalunya, et 10 sièges pour la Candidatura d'Unitat Popular, formation indépendantiste d'extrême gauche. Grâce à cette majorité absolue (la Generalitat compte 135 sièges, ce qui fixe la majorité absolue à 68 voix), le Parlement catalan a voté une déclaration d'indépendance le 9 novembre 2015 qui a enclenché un processus d'autodétermination historique pour le pays et pour l'Europe. Mais cet accord sur le fond politique échouait désespérément quand il fallait aller vers un accord de gouvernement.

La formation d'Extrême gauche était en effet « vent debout » contre la politique de centre droit incarnée par la formation d'Artur Mas, le Président sortant, car, confrontée à la crise économique qui a déstabilisé l'Espagne en général, et la Catalogne en particulier, il avait pris des mesures d'austérité budgétaire durant la précédente mandature.

Ce rejet de la politique économique et sociale du Président sortant se doublait de l'aversion généralisée en Espagne pour les faits de corruption qui ont secoué la classe politique, aussi bien à Madrid que dans les autonomies. A Madrid et à Valence, des scandales colossaux ont éclaté qui ont éclaboussé le parti au pouvoir, le Partido Popular, mais Barcelone n'a pas été épargnée et Convergència, à travers son Président-leader historique Jordi Pujol, a été aussi trainée devant les tribunaux anti-corruption.

Pour la CUP, Artur Mas, lui-même exempt de reproches, mais héritier politique direct de Jordi Pujol, ne pouvait incarner la Catalogne en marche vers son indépendance. Et durant toute la campagne elle a martelé ce message qui lui a permis de tripler le nombre de ses voix.

Pour l'autre formation indépendantiste de gauche, ERC, comme pour l'ensemble de la société civile qui depuis une décennie tire en avant le processus indépendantiste qui a triomphé dans les urnes le 27 septembre dernier, l'heure était à l'union, et le courage politique d'Artur Mas justifiait qu'il conduise la démarche Junts pel Sí en étant leur candidat à la Présidence. Leur liste a obtenu 62 sièges, les opposants à l'indépendance 63 sièges, et la CUP 10 sièges. Il était exclu que la CUP rejoigne le camp anti-indépendantiste, mais, pour une voix –à la toute fin du dépouillement dans l'arrondissement de Girona, le score de Junts pel Sí a perdu un siège pour une poignée de suffrages-, Junts pel Sí était donc contraint à un accord avec CUP dont l'abstention ne pouvait suffire à installer une majorité stable.

Les discussions ont pris une tournure théâtrale avec une constante surenchère de CUP qui, en ciblant la personne d'Artur Mas et Convergència, bloquait chaque jour davantage l'espoir d'une sortie positive, et, dans le même temps, se déchirait en interne et désemparait ses électeurs. Le comble a été atteint lors d'une Assemblée de la CUP qui rassemblait 3030 délégués pour se prononcer sur un

projet d'accord. Elle s'est divisée de façon incroyable : 1015 pour, 1015 contre, indécision qui a précipité encore davantage la crise interne au camp nationaliste.

Entretemps des élections ont eu lieu pour les législatives espagnoles, et les résultats en Catalogne ont montré la lassitude de l'électorat face aux tergiversations des partis indépendantistes.

Artur Mas a alors pris la mesure des conséquences historiques potentiellement catastrophiques pour la Catalogne si un accord n'était pas trouvé. La CUP, menacée d'être lourdement sanctionnée en cas de nouveau scrutin, a senti qu'elle ne pouvait en rester là. Au prix d'une autocritique publique, regrettant d'avoir polémique aussi durement avec les autres forces nationalistes, elle a fait évoluer son blocage. Et, in extrémis un accord est intervenu : Artur Mas s'est mis de côté et a proposé la candidature pour le remplacer de son bras droit au sein de Convergencia, Carles Puigdemont, maire de Girona, la seconde ville de Catalogne. CUP, de son côté, a désigné deux élus parmi ses dix députés pour apporter une majorité stable au nouvel Exécutif de l'Autonomie Catalane.

Au bout d'une longue et éprouvante crise politique, la raison l'a enfin emporté.